

Emmanuelle Gave : « Fraude à la Sécurité sociale, il est temps qu'une certaine transparence soit instaurée ! »



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 25 janvier 2019

Source [Boulevard Voltaire] Déficit de la Sécurité sociale dû, selon une rumeur, à la crise des gilets jaunes, lutte contre les fraudes et présélection des maires susceptibles de participer au grand débat organisé avec Emmanuel Macron, autant de questions auxquelles répond Emmanuelle Gave au micro de *Boulevard Voltaire*.

Le trou de la Sécu serait une des conséquences collatérales du mouvement des gilets jaunes. Cette information vous paraît-elle crédible ?

Oui, bien sûr, je crois que c'est tout à fait crédible... Je pense que le mouvement des gilets jaunes est aussi à la source des invasions de sauterelles en Égypte et de la déforestation au Brésil ! Et je pense que l'on n'en parle pas assez. Je crois que si on était à l'époque des pharaons, les gilets jaunes auraient, aussi, été la cause des sept plaies d'Égypte ! Je ne suis pas tellement surprise, parce que monsieur Le Maire avait expliqué, avant les vacances de décembre, que la baisse ressentie dans l'économie était due à l'activité des gilets jaunes. Il est certain que si l'on bloque des centrales d'achats pendant le week-end, les gens consomment moins. N'importe quel individu de génie ayant raté ou non Normale Sup' arrive à ce constat. Néanmoins, la baisse de l'économie n'est pas simplement due à cela. Je suis bien désolée pour monsieur Le Maire.

Charles Prats s'était fait connaître en dénonçant, notamment, les fraudes au numéro de Sécurité sociale attribué aux étrangers. Le trou de la Sécurité sociale ne pourrait-il pas être comblé en résolvant ce problème de fraude ?

Je ne maîtrise pas toutes les données sur lesquelles Charles Prats a travaillé, mais je sais très bien que cela a été un travail de fond. Nous savons tous plus ou moins instinctivement qu'il y avait des fraudes à la Sécu. Cela avait, d'ailleurs, été montré dans des rapports que Contribuables associés avait publiés.

Il serait peut-être intelligent d'essayer de trouver où va ce pognon, de confier à la Cour des comptes la possibilité de pouvoir suivre plus avant les dossiers et de porter ces questions devant la juridiction. Pour l'instant, la Cour des comptes remet des rapports qui, la plupart du temps, pointent du doigt des problèmes, mais sans être suivis d'effets. C'est un peu dommage. Pour qu'on reprenne confiance dans ces institutions étatiques, il serait peut-être bien qu'une certaine transparence soit instaurée et que nous ayons accès à ces informations. J'aime bien qu'on me montre les choses et j'aime voir les chiffres.

Vous avez suivi les premiers déplacements du Président dans le cadre du grand débat. Qu'en reprenez-vous ?

J'étais reçue tout à l'heure par une radio où Robert Ménard intervenait. J'ai appris qu'il fallait passer par une espèce de centrale des maires pour être sélectionné ou non, pour aller à ce fameux grand débat. Ce fameux grand débat n'est donc rien d'autre qu'un village Potemkine.

On assiste à une sorte de débat avec des présélections d'intervenants qui seraient bien habilités au nom du parti qui intervient. On sait qu'ils ne diront pas un mot plus haut que l'autre. Cela dit, le maire de Montauban a été courageux. Elle a posé des questions sur l'immigration et a été pointée du doigt. Sinon, ce ne sont que des apparatchiks ou, au moins, des gens sélectionnés sur dossier pour leur docilité. Je ne vois pas comment de ce débat naîtrait la moindre étincelle.